

# Marques et transparence : Les propositions choc du think tank agroalimentaire

© 27/06/2019 | 👤 Arnaud Carpon • 📰 Terre-net Média

Réunis au sein du think tank agroalimentaire, une trentaine d'acteurs agricoles et agroalimentaires ont présenté, jeudi 27 juin, 18 recommandations pour sortir l'agriculture et les filières agroalimentaires françaises des difficultés. Certaines d'entre elles – orienter la Pac vers la transition agricole, rendre totalement transparente l'origine des produits, créer « 20 marques d'excellence française » – chamboulent l'ordre agricole et agroalimentaire établi, quitte à remettre en cause le fonctionnement de filières entières, comme en viande bovine.



De gauche à droite:  
Olivier Dauvers,  
directeur du think  
tank agroalimentaire,  
Jean-Marie Séronie,  
agroéconomiste, Julie  
Davico-Pahin,  
fondatrice de la  
start'up Ombréa,  
Philippe Goetzmann,  
élu à la CCI d'Ile-de-  
France et Davod  
Barroux, des Echos.  
(©@LesEchosEvents)

Les représentants du **think tank agroalimentaire** ne voulaient pas être trop pessimistes quant à l'évolution économique des secteurs agricoles et agroalimentaires. Mais quelques chiffres, présentés en introduction de la présentation de leurs **18 recommandations « pour une nouvelle politique agricole et alimentaire »** jeudi 27 juin 2019, ont suffi à brosse un panorama alarmiste. « Alors que les exportations ont progressé d'un tiers, les importations ont augmenté de moitié. Aujourd'hui, l'Allemagne exporte plus de fromages que la France », a expliqué Jean-Marc Vittori, économiste et éditorialiste aux Echos, pour qui il y a de « nombreuses raisons de s'inquiéter ».

« Depuis 2000, la production agricole stagne. Nous perdons donc des parts de marché. La France est passé de la 2e place à la 5e place en termes de parts de marché mondial derrière les États-Unis, les Pays-Bas, l'Allemagne et le Brésil » explique Olivier Dauvers, directeur du think tank, et spécialiste de la distribution et de la consommation agroalimentaire. Et bientôt à la 6e place derrière la Chine.

“ Il faut bousculer cette défense du modèle agricole familial à la française.

Alors comment sauver l'agriculture et les agriculteurs, la puissance agroalimentaire du pays ? « Nos recommandations vont piquer certains », prévient-il. « Il faut arrêter de croire qu'il n'y aura, demain, que des exploitations de 50 vaches allaitantes », poursuit Jean-Marc Vittori.

## Des aides Pac pour accompagner la transition et non plus soutenir un revenu

L'un des leviers proposés par le **think tank s'oriente logiquement vers la réforme de la Pac**. « Les aides de soutien direct au revenu sont sans perspectives à long terme », juge Jean-Marie Séronie, agroéconomiste ayant participé aux réflexions. En viande bovine par exemple, les **aides couplées** sont pour beaucoup dans la déconnexion de la filière au marché.

« Les aides ne doivent plus être un soutien au revenu, mais un accompagnement à la transformation », tranche-t-il. Il s'agit « d'accompagner les évolutions sous deux angles : la **transition agroécologique** et l'économie ». « La transition agroécologique, c'est tout sauf revenir à l'agriculture des grands-parents, comme le disent certains ». L'auditoire aura compris l'allusion aux propos récents du ministre de l'agriculture. « Au contraire, c'est extrêmement technique. Il s'agira à la fois d'exploiter le numérique et les nouvelles technologies, tout en revenant au naturel, en exploitant toutes les interactions entre systèmes vivants.

À lire >> [La révolution numérique en agriculture : c'est quoi exactement ?](#)

S'il faut, selon lui, ne plus utiliser les fonds européens comme soutien au revenu des agriculteurs, les aides de la Pac doivent néanmoins aider économiquement un secteur fragile, voire en difficulté. « Les **systèmes assuranciers** sont une voie d'avenir. Actuellement, la Pac ne porte pas les systèmes assuranciers. Ça pourrait être un élément commun européen. » Des propos qui font allusion, là encore, mais dans le même sens cette fois, à ceux de **Didier Guillaume qui souhaite une « assurance généralisée »** pour les agriculteurs ».

À lire >> **Aléas climatiques : Didier Guillaume souhaite une assurance « généralisée » des agriculteurs**

## « Industriels, arrêtez de faire semblant de soutenir l'agriculture française ! »

Si le secteur agricole doit opérer sa « transformation », le secteur agroalimentaire et la distribution sont aussi montrés comme responsables de ce déclin français face à nos concurrents internationaux. Sur le marché intérieur, le think tank exhorte les industriels à inciter les consommateurs à « **consommer français** ». « Seule une modification de la demande des consommateurs pourra soutenir l'offre française » et donc l'agriculture, remarque Olivier Dauvers. « Or, aujourd'hui, il n'y a pas de transparence, mais beaucoup d'hypocrisie : L'origine du produit n'est visible que si elle est valorisante. »

“ **Aujourd'hui, il n'y a pas de transparence, mais beaucoup d'hypocrisie.**

Olivier Dauvers a ainsi taclé les représentants industriels présents dans la salle, photos à l'appui. Sur une photo d'un rayon de supermarché, une conserve de lapin « origine France » côtoie un autre, quasi identique, sans mention de l'origine. « Arrêtez cette hypocrisie. Indiquez que le lapin est chinois s'il vient de là-bas ! » Selon lui, la mention de l'origine, surtout quand elle n'est pas française, orienterait davantage les consommateurs vers les produits français. Cela contribuerait à soutenir l'agriculture française.

“ **Industriels, vous ne valorisez l'origine française que quand ça vous arrange ! Arrêtez de faire semblant de soutenir à l'agriculture française.**

Cette **totale transparence de l'origine** ne serait possible que de deux manières : « une manière coercitive en imposant par la loi aux industriels et distributeurs de mentionner l'origine » quelle qu'elle soit, ou « un engagement des marques et des enseignes à la symétrie dans les promesses d'origine, avec la collaboration des fédérations des filières ».

## À l'instar du comté, créer ou développer des marques d'excellence

Enfin, à l'export, le think tank suggère de **concentrer les moyens mis en œuvre sur une vingtaine de marques**, à créer ou dynamiser, et non sur des labels dans lequel le consommateur ne s'y retrouve pas. « Le comté ou le roquefort ont une valeur de marque très forte ». Mais quid des autres produits des autres filières ? Dans la filière céréalière, « **le pain à la française est un produit extraordinaire** mais non valorisé », estime Philippe Goetzmann, ancien directeur des relations institutionnelles d'Auchan Retail France. « On pourrait faire de la baguette une marque à forte valeur sociétale. » Le think tank propose d'identifier des produits avec un potentiel fort à l'international, et de définir une « origine clairement identifiée et un cahier des charges amont et aval, notamment en termes de qualité sanitaire et gustative et de valeur sociétale ».

Cette démarche consistant à « construire une stratégie de filière en partant des besoins des consommateurs mondiaux et non de la production » pourrait cependant bouleverser de nombreuses logiques de filière, comme en viande bovine. « Ça fera mal à la filière bovine, en particulier aux éleveurs, mais ils doivent choisir : rester comme actuellement ou changer de modèle. »

### **Pour une nouvelle politique agricole et alimentaire : Les 18 recommandations du think tank agroalimentaire**

Voici les 18 recommandations « faites au gouvernement et aux acteurs de la filière » :

- Réaffirmer la mission agricole et agroalimentaire de la France
- Repenser les périmètres et les compositions des interprofessions
- Accepter la diversité des modèles agricoles, y compris les exploitations « agro-industrielles »
- Limiter les distorsions dans les coûts de main-d'œuvre entre pays de l'UE
- Remettre « le choc de simplification » à l'ordre du jour
- Conditionner les aides à la mise en œuvre d'une réelle transition agricole
- Revendiquer un référentiel européen
- Assurer le contrôle du socle européen de bonnes pratiques
- Mettre davantage en cohérence la politique agricole avec l'ensemble des politiques européennes
- Acter le principe de non-surtransposition
- Donner aux exploitants les moyens de gérer les aléas avec des outils assurantiels
- Créer un observatoire des distorsions dans les conditions de production selon les pays
- Détecter les points d'inégalité majeurs pour concentrer la négociation avec les partenaires européens
- Accepter la remise en cause d'un modèle de « flux poussé »
- Accroître la transparence avec la blockchain
- Identifier 20 marques/filières d'excellence alimentaire française pour concentrer les moyens
- Permettre réellement l'identification de l'origine des produits par le consommateur

- Favoriser l'émergence d'un indicateur de valeur sociétale

Retrouvez [le détail des 18 recommandations « pour une nouvelle politique agricole et alimentaire »](#)

Tweets by LesEchosEvents